# Économistes européens pour une politique économique alternative en Europe – Groupe de l'EuroMémo –

### Traiter les crises multiples de l'Europe : un agenda pour la transformation économique, la solidarité et la démocratie

- EuroMémorandum 2016 -

#### Résumé

## 1. Récents développements macroéconomiques et politiques. Alternatives pour la croissance économique et l'emploi

La reprise économique en Europe est encore faible et fragile. L'Union européenne est toujours confrontée à la perspective d'une croissance faible, pendant une longue durée, et à un chômage élevé. Bien que la production dans la plupart des pays soit revenue à la hausse, elle reste bien en dessous du niveau de 2007 dans les États membres du Sud et dans de nombreux États de l'Est. Il manque une forte impulsion macro-économique stimulant la croissance et l'emploi. La politique monétaire est devenue plus active à travers l'amplification de l'assouplissement quantitatif. Cependant, dans l'environnement macro-économique actuel marqué de faibles attentes et d'une faible demande, cela ne suffira pas pour déclencher la reprise. Ce qu'on appelle le plan Juncker, pour les mêmes raisons, ne donnera pas l'impulsion nécessaire. Les clarifications dans l'application du Pacte de stabilité et de croissance constituent un certain progrès. Mais cela ne fera qu'alléger la pression sur les pays en crise, sans donner un coup de pouce budgétaire substantiel.

Une expansion budgétaire coordonnée s'impose. Elle devrait se concentrer sur l'emploi à travers la promotion des investissements souhaitables au regard de l'environnement et de l'égalité des genres. Les attaques contre les dépenses sociales doivent cesser. La monnaie unique doit être complétée par une politique budgétaire efficace au niveau fédéral, capable d'amortir le ralentissement aux niveaux fédéral, national et régional et de permettre des transferts effectifs entre les régions plus riches et les régions plus pauvres. Ce processus devrait être basé sur un système d'impôt fortement progressif et complété par la création d'un système européen d'assurance chômage, qui constituerait un stabilisateur automatique important. Les politiques régionales et structurelles de l'Union européenne doivent être renforcées et élargies, notamment à travers un important programme d'investissement public et privé, financé par la Banque européenne d'investissement, axé en particulier sur les pays en déficit et, plus généralement, sur les États à faible revenu.

#### 2. Le défi démocratique

En janvier 2015, à la suite de programmes d'austérité répétés qui ont eu un impact dévastateur sur la production et l'emploi, les électeurs grecs ont élu un nouveau gouvernement dirigé par Syriza. Celuici a cherché à parvenir à un « compromis honorable » avec les institutions européennes. Mais, alors que les négociations progressaient, la position officielle s'est durcie avec le retour aux conditions très restrictives déjà contenues dans les précédents mémorandums. En juillet, le Premier ministre grec, Tsípras, a été contraint d'accepter des conditions particulièrement strictes pour un nouveau prêt et, bien que de nombreux députés Syriza se sont opposés à l'accord, le parti a gardé la plupart de ses sièges aux élections anticipées en septembre. Bien qu'il soit peu probable que les objectifs du

mémorandum soient atteints, les conditions difficiles qu'il impose sont destinées à servir d'avertissement pour les autres pays qui voudraient contester l'ordre néolibéral.

Les événements de Grèce soulignent le déficit démocratique qui s'approfondit dans l'Union européenne. La politique économique est de plus en plus soumise à des règles constitutionnelles, ce qui la soustraira au champ de la délibération démocratique et du choix social. Le récit d'un « état d'urgence » a été utilisé pour justifier des mesures législatives qui violent le droit constitutionnel des États de la périphérie de la zone euro et pour habiliter les institutions européennes les moins représentatives, la Banque centrale européenne et les frères jumeaux, les Conseils de l'Eurosommet et de l'Eurogroupe, qui fonctionnent selon des règles non écrites. Les propositions contenues dans le « Rapport des cinq présidents » prétendent promouvoir une plus grande prospérité et solidarité en Europe mais serviront à renforcer le caractère technocratique de la gouvernance de l'Union européenne.

La dérive vers la constitutionnalisation de la politique économique témoigne de la peur profonde de la démocratie chez les élites au pouvoir dans l'Union européenne. Pour la grande majorité des citoyens, la démocratie peut être non seulement une valeur politique, mais une force économique positive. Un consensus fort et démocratique peut être une force puissante pour réduire l'incertitude économique. Les investissements publics sont nécessaires pour montrer l'engagement politique pour la promotion des priorités adoptées démocratiquement et pour façonner les attentes du secteur privé. La transition vers une économie à faible intensité de carbone et la convergence économique pour les États membres à faible revenu vers les normes de l'Union européenne pourraient constituer deux exemples de priorités démocratiques pour aujourd'hui.

#### 3. Migrations, marché du travail et évolution démographique dans l'Union européenne

Les images dramatiques de milliers de migrants qui tentent d'entrer dans l'Union européenne a choqué les citoyens européens et divisé les pays de l'Union européenne sur la façon de faire face à la situation. Les flux migratoires actuels ont soulevé des questions, une fois encore, pour savoir si les migrants sont nécessaires sur le plan économique. L'expérience suggère fortement un impact positif sur l'économie d'accueil au fil du temps, en plus des bénéfices pour les migrants eux-mêmes.

La politique de migration au niveau de l'Union européenne est régie essentiellement par des considérations sur le marché du travail dans le cadre du projet de marché unique. Le principe de la « libre circulation » dans le traité de Maastricht et, plus tard, le traité de Schengen est l'instrument politique essentiel pour le contrôle et la gestion de l'immigration et des déplacements des ressortissants de l'Union européenne ainsi que ceux des pays tiers. La « libre circulation » et la notion d'égalité de traitement sont au coeur du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, mais les directives européennes ont créé une condition pour les citoyens qui migrent au sein de l'Union européenne : ne pas devenir un « fardeau » pour le pays hôte.

Le débat actuel sur le droit des migrants à la protection sociale partout dans l'Union européenne est en fait un débat sur la solidarité et la redéfinition des frontières d'une communauté sociale européenne. Le projet de l'Union monétaire, sans la contrepartie d'une union fiscale et de solidarité budgétaire, a révélé la fragilité de l'union de pays avec des structures économiques différentes autour d'une monnaie unique. La crise persistante en Grèce n'est qu'un exemple de ces contradictions. La solidarité budgétaire pour offrir un soutien aux citoyens migrants de l'Union européenne pourrait aider l'Union européenne à surmonter sa crise actuelle. Une Europe de la solidarité (au lieu de l'austérité) serait une meilleure base pour tendre la main aux centaines de milliers de personnes fuyant les guerres au Moyen-Orient et en Afrique et pour éviter les positions populistes anti-immigration. L'Union européenne doit rester ferme sur le principe de la « libre circulation », car c'est peut-être le seul domaine où les Européens sont directement concernés et font l'expérience de la diversité culturelle et de la « citoyenneté » européenne – dont il faut espérer qu'elle soit inclusive et intégrée.

#### 4. Le chômage des jeunes dans l'Union européenne

Bien que la crise sociale dans l'Union europeenne soit globale, touchant toutes les formes de prestations sociales et tous les aspects des relations de travail, l'EuroMémorandum cette annee met l'accent sur le chomage des jeunes, l'un des problemes les plus graves. auxquels l'Union européenne doit faire face et qui révèle clairement l'échec des élites de l'Union européenne pour assurer l'avenir de l'Union. Bien que le chômage des jeunes a augmenté dans toute l'Union européenne (avec l'Allemagne comme seule exception), il est plus grave dans les pays soumis aux conditions de la troïka. L'augmentation rapide des indicateurs dits NEET (ceux qui ne sont « Ni dans l'éducation, ni dans l'emploi, ni en formation ») montre que, en plus des chômeurs, il existe des millions de jeunes inactifs économiquement, avec peu ou pas de liens avec le monde du travail, et que le problème est encore plus aigu pour le groupe d'âge des 25-34 ans que pour les 16-24 ans. L'introduction d'une « Garantie pour la jeunesse » 3 par la dernière Commission était une initiative positive, mais tout à fait exceptionnelle, dans la politique sociale de l'Union européenne. Mais son financement est très insuffisant pour les pays les plus touchés. Ce qu'il faut, pour le chômage des jeunes et pour l'ensemble du champ de la politique sociale, c'est une inversion des priorités pour la centrer sur les droits sociaux et subordonner la concurrence et le financement public aux objectifs sociaux.

#### 5. Le défi du TAFTA et le Partenariat oriental

Le TAFTA (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, connu aussi sous le nom de traité de libre échange transatlantiquene) porte pas essentiellement sur le commerce, mais sur la réglementation. Ce qui implique des choix sociétaux et des préférences collectives. Ce traité aurait une incidence sur la réglementation à tous les niveaux et donnerait des privilèges particuliers aux investisseurs étrangers à travers l'ISDS 5. La facon non démocratique dont la négociation a lieu, l'accès privilégié réservé à des intérêts particuliers et le manque de transparence ont suscité une forte opposition. La Commission a répondu par un effort de transparence limité, une révision apparente de l'ISDS mais qui ne traite pas concrètement des problèmes fondamentaux, et en proposant un nouveau document de politique commerciale promettant de nouvelles valeurs. Son objectif central est cependant d'étendre l'approche dite Coalition des volontaires des pays riches imposant libéralisation profonde et dérégulation. Combiné avec le programme 2015 « Mieux légiférer », le TAFTA permettrait de pervertir, de retarder et de bloquer une réglementation avant qu'elle soit soumise au Parlement et au Conseil européens. Les règlements sont considérés comme des coûts pour les entreprises plutôt que des bénéfices. Ceux-ci sont pourtant bien plus importants. L'Accord économique et commercial global (AECG) signé entre le Canada et l'Union européenne va même plus loin que le TAFTA dans des domaines clés. Il faut empêcher sa ratification. La privatisation des services publics et l'interdiction des achats publics pour le développement local sont parmi les nombreuses caractéristiques négatives des deux traités. Le TAFTA pourrait être un coup fatal à l'intégration européenne; le marché unique serait dilué dans un marché transatlantique et la perspective d'approfondir l'intégration économique européenne serait mise en cause de façon permanente. L'approche alternative à la politique commerciale de l'Union européenne proposée ici contribuera positivement à la fois au modèle social de l'Union européenne et à un ordre économique international fondé sur le respect mutuel et la coopération. Dans le même ordre d'idées, des « bonnes pratiques réglementaires » alternatives sont aussi proposées.

Le Partenariat oriental conduit à aggraver les relations asymétriques avec l'Union européenne, la désindustrialisation des pays d'Europe orientale et les divisions au sein de l'Union européenne et de l'Europe. Ces accords d'association ne peuvent que heurter frontalement la Russie, déclenchant des réactions aux conséquences imprévisibles. Un Partenariat oriental alternatif est urgent, pour contribuer à un développement socialement et écologiquement durable tout en créant des dynamiques régionales fortes.

The full text of the EuroMemorandum draws on discussions and papers presented at the 21<sup>st</sup> Workshop on Alternative Economic Policy in Europe, organised by the EuroMemo Group, from 24-26 September 2015 in Roskilde, Denmark.

For more information on the EuroMemo Group, please contact us or look up our web site at:

www.euromemo.eu